

édité par les communistes
du 10^{ème} arrondissement

57 rue des Vinaigriers
75010 Paris

pcfparis10@gmail.com

à Paris¹⁰

FÉVRIER-MARS 2017



Bernard Thibault répondant à l'invitation de **Didier Le Reste** et de **Jocelyne Clarke**, lors de la présentation dans le 10^e de son livre

RENCONTRE AVEC BERNARD THIBAUT urgence sociale !

Un travailleur sur deux dans le monde n'a pas de contrat de travail. C'est l'un des éléments porté au débat par Bernard Thibault, le 1^{er} février, lors de la présentation dans le 10^e de son livre *La troisième guerre mondiale est sociale*.

Pour débiter leur campagne législative, Didier Le Reste et Jocelyne Clarke, candidat-e-s soutenus par le PCF dans la 5^e circonscription, ont invité l'ancien secrétaire général de la CGT. L'occasion pour lui de revenir sur son expérience de membre du bureau de l'Organisation Internationale du Travail et de dresser un tableau de l'état social du monde.

La mise en concurrence des travailleurs par la mondialisation des échanges et les délocalisations impose une vision globale des luttes syndicales. Témoignage incroyable, ce soutien des travailleurs du Bangladesh à la mobilisation contre la loi Travail en France !

Bernard Thibault a également dénoncé la course au moins-disant social au sein même de l'Union européenne et les nombreux abus liés à l'emploi de travailleurs détachés.

Il a rappelé que 10% du travail en France l'était dans le cadre du secteur informel et a indiqué son soutien à la lutte contre le travail dissimulé mené dans le 10^e arrondissement dans le quartier de Château-d'Eau avec les coiffeuses et manucures du 57 boulevard de Strasbourg. Il viendra témoigner prochainement lors du procès en correctionnelle des patrons-voyous.

Bernard Thibault a salué le travail et l'engagement de Didier Le Reste pour permettre à cette lutte d'être victorieuse et pour défendre les droits de tous les travailleurs de ce quartier.

La troisième guerre mondiale est sociale, un livre à lire et à faire lire, pour remettre au centre du débat les droits économiques et sociaux des travailleurs, plutôt que la course au profit des multinationales.

DIDIER LE RESTE prendre le pouvoir sur la finance pour partager les richesses

La campagne que nous engageons avec Jocelyne Clarke, candidate suppléante, a pour ambition de faire des échéances électorales de 2017 un moment de pouvoir citoyen, de rendez-vous de luttes. L'objectif est de tourner la page du gouvernement Hollande-Valls-Macron et de contribuer à ce que la France se relève en retrouvant le chemin du progrès humain et en tenant à nouveau toute sa place dans le combat européen et international pour changer le cours de la mondialisation capitaliste.

La victoire de Benoît Hamon témoigne que les électeurs qui se sont déplacés ont voulu sanctionner le bilan gouvernemental.

La nouvelle majorité de gauche que nous voulons construire aura le devoir d'agir pour mobiliser tous les moyens financiers, afin de réorienter l'argent disponible vers la production et la répartition des richesses utiles à la promotion des capacités humaines.

Pour cela, nous avons des propositions concrètes : statut protecteur pour la jeunesse (revenu minimal, prise en compte des années d'études pour la retraite, etc.), réduction du temps de travail avec l'objectif de passer à 32 heures, suppression du CICE véritable scandale d'État, création d'un pôle public bancaire, abrogation de la loi Travail, proposition de loi pour la sécurisation de l'emploi et de la formation...

Bien sûr, notre campagne sera portée par un projet de société et traversée par la nécessaire transition écologique visant à une nouvelle logique de développement, un nouveau mode de production fondé sur des critères nouveaux d'efficacité économique, sociale et écologique.

Un monde est finissant. Un autre est à inventer et à construire. Nous entendons nous y impliquer et, pour mener à bien cette campagne que nous souhaitons combative et articulante des questions du local et du national, il nous faudra compter sur la mobilisation et l'investissement du plus grand nombre !

Didier Le Reste
conseiller de Paris PCF, candidat aux législatives
dans la 5^e circonscription (3^e et 10^e arrondissements)

CANDIDATS COMMUNISTES

principales propositions pour les législatives

1. Prendre le pouvoir sur la finance

Une nécessité pour une autre politique. L'argent existe, mais il est détourné par l'évasion et l'optimisation fiscale, la spéculation des banques, les dividendes record versés aux actionnaires, entraînant une réduction massive des recettes de l'État. 99% des transactions financières dans le monde servent à la spéculation.

1ère mesure : **créer un pôle public bancaire avec la nationalisation de BNP-Paribas et de la Société générale et instaurer une taxe sur les transactions financières.**

2. Créer de l'emploi en investissant pour un développement durable et écologique

Face aux pics de pollution à répétition notamment dans la capitale, face aux enjeux climatiques mondiaux, développons un transport public accessible à tous qui permette de réduire durablement la place de la voiture en ville et de faciliter les transports des Franciliens. Refusons les grands projets inutiles comme le CDG Express, utilisons l'argent public pour des projets utiles aux transports quotidiens comme la modernisation du RER B. Portons un projet industriel ayant pour objectif de produire autrement pour répondre aux enjeux écologiques.

1ère mesure : **créer 1 million d'emplois dans les filières d'avenir : les transports urbains et ferroviaires, les énergies renouvelables, l'automobile propre, les bus électriques, l'agriculture paysanne...**

3. Protéger grâce aux services publics

Les politiques d'austérité ont renforcé les inégalités et la précarité. L'accès à des services publics de qualité et une égalité d'accès aux droits fondamentaux (santé, logement, éducation...) sont essentiels pour une société apaisée. Améliorons les services publics comme La Poste, les hôpitaux, l'accueil de la petite enfance, le logement social. À Paris, où le manque de logements se fait cruellement sentir, taxons les logements laissés vides par leurs riches propriétaires et finançons la construction de logements sociaux !



Pour une société apaisée, la France doit respecter ses engagements internationaux. L'État doit faire plus pour l'accueil des demandeurs d'asile et de tous les réfugiés qui fuient la guerre ou la misère.

1ère mesure : **création de 7 000 places d'accueil en CADA à travers la France pour accueillir les demandeurs d'asile et remboursement à 100% de tous les soins par la Sécurité sociale.**

4. Donner de nouveaux pouvoirs aux travailleurs et aux citoyens

Il faut en finir avec l'inégalité salariale dont sont victimes les femmes. Donnons de nouveaux droits aux femmes et aux hommes pour mieux concilier vie familiale et professionnelle. Commençons à mettre un terme à l'extension du travail du dimanche et de nuit et abrogeons la loi Travail.

Il y a urgence à élaborer une 6ème république fondée sur une démocratie pleinement participative, qui place en son cœur l'égalité entre les citoyens afin de lutter contre les inégalités et les discriminations.

1ère mesure : **abrogation de la loi Travail, suppression du 49-3, réduction du temps de travail.**

CAMPAGNE LÉGISLATIVE soutien financier

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, citoyens ordinaires, aux revenus modestes !

Aussi, si vous souhaitez soutenir financièrement la campagne législative du PCF et son candidat Didier Le Reste, vous pouvez faire un don.

Toutes les contributions sont les bienvenues, quel que soit leur montant, par chèque libellé à l'ordre de **P. Pytkowicz, mandataire financier de Didier Le Reste, à adresser au PCF Paris10, 57 rue des Vinaigriers.**

Merci de votre soutien.



COMITÉ DE SOUTIEN engagez-vous !

Alain Lhostis, élu PCF du 10^e de 1973 à 2014, ancien conseiller de Paris, ancien adjoint au Maire de Paris à la Santé de 2001 à 2008, préside le comité de soutien pour la candidature aux élections législatives de Didier Le Reste et Jocelyne Clarke dans la 5^e circonscription de Paris.

Pour lui, « ce sont deux bons candidats prêts à se battre pour une politique de transformation sociale ».

Vous pouvez rejoindre le comité de soutien en envoyant un mail à :

pcfparis10@gmail.com

SANS DOMICILE FISC

dénonce l'évasion et l'«optimisation» fiscale

Depuis la sortie de leur livre *Sans domicile fisc*, les frères Bocquet ont entrepris un tour de France pour dénoncer les pratiques de fraude et d'évasion fiscale.

Rapporteurs de trois commissions d'enquêtes parlementaires, Alain Bocquet, député PCF du Nord, et Éric Bocquet, sénateur du Nord, ont auditionné de nombreux dirigeants d'entreprises et des responsables politiques de différents pays.

Évasion, optimisation fiscale et fraude font perdre chaque année environ 80 Md d'euros au budget de la France et plus de 1 000 Md d'euros en Europe. Une telle somme suffirait à répondre aux besoins de santé, d'éducation, de justice et permettrait de mettre fin aux politiques d'austérité.

Les mesures de redressement fiscal prises en France à l'encontre de particuliers ont permis de récupérer près de 2 Md d'euros. Les frères Bocquet ne contestent pas l'utilité de cette démarche mais estiment que la priorité est de cibler les grandes entreprises et les banques qui représentent la grande masse de l'évasion fiscale.

Sous la pression de l'opinion, des engagements ont été pris au niveau de l'UE pour abolir le secret bancaire et obtenir l'échange des renseignements bancaires entre les pays. Mais la mise en œuvre tarde à se mettre en place. En 2015, il a été décidé d'obliger les multinationales à transmettre les informations détaillées (actifs matériels, chiffres d'affaires, effectifs employés, bénéficiaires, dettes fiscales et impôts acquittés) aux administrations fiscales des pays où elles opèrent. Une décision positive mais qui nécessite, au préalable, une transposition dans la législation européenne et dans celles de chaque pays !

En raison d'un manque avéré de volonté politique, les grandes multinationales vont pouvoir continuer encore longtemps à transférer leurs profits dans les pays où l'imposition est faible, voire nulle et à dissimuler des masses d'argent dans les paradis fiscaux.

Alain et Éric Bocquet proposent la tenue d'une COP réunissant tous les États, dédiée cette fois à la finance et



Éric Bocquet, sénateur communiste du Nord lors de la présentation du livre Sans domicile fisc à Paris la résolution pour une COP contre la fraude fiscale et financière déposée par son frère Alain a été adoptée début février par l'Assemblée nationale

placée sous l'égide des Nations unies. Il est possible de faire monter cette exigence par la mobilisation, par exemple en interpellant les dirigeants des banques coopératives sur l'existence ou non de filiales dans les paradis fiscaux, en manifestant devant les grandes entreprises fraudeuses (comme Apple, McDonald's) ainsi qu'en intégrant dans les appels d'offres une clause de transparence financière et fiscale.

L'actuelle campagne électorale est une opportunité pour peser sur les programmes des candidats.

BUREAU DE POSTE DE LA GARE DE L'EST encore un projet de fermeture dans le 10^e !

La direction de La Poste poursuit sa politique de casse du service postal à Paris (27 bureaux déjà fermés et 9 autres menacés). Après la fermeture des bureaux de poste

nouvelle mobilisation des militants de la CGT et du PCF, en présence de Dante Bassino, adjoint au maire du 10^e, contre le projet de fermeture du bureau de poste situé 158 rue du fg Saint-Martin, près de la gare de l'Est



de la gare de l'Est en juillet 2016 et celle de la gare du Nord en décembre dernier, c'est maintenant le bureau situé au 158 rue du fg St-Martin (près de la gare de l'Est) qui est menacé. Pour justifier sa fermeture, la direction de La Poste a organisé le dépérissement de ce bureau : ouverture seulement l'après-midi en semaine et fermeture le samedi, transfert des lettres recommandées et des colis dans les bureaux voisins.

La direction territoriale de La Poste, suite à une interpellation de Didier Le Reste, a confirmé qu'aucune ouverture de bureau n'était prévue pour compenser ces fermetures.

Pour s'opposer à ce projet de casse d'un service public de proximité, une opération de signatures de pétitions a été organisée fin janvier à l'initiative de la CGT et du PCF 10^e, en présence de Dante Bassino, maire-

adjoint du 10^e en charge du Logement. Une démarche bien accueillie, qui a permis d'informer les usagers, lesquels ont fait part de leur stupéfaction et de leur opposition au transfert d'activités postales dans les supérettes déjà amorcées dans quelques arrondissements.

le site des communistes du 10^e



articles et vidéos sur l'actualité locale et parisienne
comptes rendus des conseils d'arrondissement

l'ensemble des publications à Paris 10^e

www.pcfparis10.fr

LE 10^e DÉCLARÉ « ZONE HORS CETA » exigeons maintenant un référendum!

Le CETA est un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada qui vise à réduire les tarifications douanières mais surtout à abaisser les normes sociales et environnementales pour permettre toujours plus de concurrence. Ce traité représente un affaiblissement de notre démocratie locale et nationale dans l'opacité de son processus d'élaboration. Mais aussi dans les mécanismes qu'il prévoit pour la suite avec recours envisagé à un tribunal d'arbitrage privé afin de remettre en cause les législations nationales.

Dans le 10^e, un collectif s'est mis en place regroupant des associations (LDH, ATTAC), l'Union locale CGT 10 et des partis politiques (PCF, Ensemble, EELV...). Plusieurs initiatives, dont une réunion publique d'information le 9 février à la Mairie du 10^e, ont pu se tenir. Sur proposition des élus PCF et EELV du 10^e, le conseil d'arrondissement a voté un vœu, en novembre 2016, déclarant le 10^e « zone hors-CETA ». Une avancée intéressante !

Par contre, le collectif a rencontré en janvier dernier Seybah Dagoma, députée PS de la 5^e circonscription. Elle a déclaré ne pas avoir de position arrêtée à l'heure actuelle sur le CETA et ne pas avoir l'intention d'en prendre avant les élections de 2017.

Quant aux députés PCF/Front de gauche, ils ont proposé le 2 février une résolution à l'Assemblée nationale, adoptée contre l'avis du gouvernement, exigeant qu'un référendum soit organisé avant toute ratification du CETA par le Parlement.

Retrouvez tous les arguments sur :

<https://france.attac.org/se-mobiliser/le-grand-marche-transatlantique/article/petit-guide-de-desintox-sur-le-ceta>



ÉLUS COMMUNISTES DU 10^e compte rendu de mandat



Le 29 novembre dernier, à l'école Aqueduc, forte participation au deuxième compte rendu de mandat des élus communistes du Conseil d'arrondissement du 10^e, à savoir Didier Le Reste en charge de la Politique de la ville et de l'Intégration, Dante Bassino, adjoint au maire en charge du Logement et Dominique Tourte, déléguée à la Petite enfance. Un exercice démocratique de discussions et d'échanges avec les habitants, malheureusement non pratiqué par les autres formations politiques. Les élus PCF se sont engagés à le renouveler l'an prochain dans un autre quartier.

Lire le compte rendu complet sur : <http://www.pcfparis10.fr/article/vie-locale/large-participation-au-2eme-compte-rendu-des-elus-communistes-10eme>



www.pcf.fr

ÉCOLES ET CRÈCHES budgets d'investissement amputés par le budget participatif

Le budget participatif d'arrondissement ne disposant pas d'une enveloppe spécifique est constitué en prélevant sur les budgets attribués par la Mairie de Paris au 10^e. Ainsi, le budget d'investissement dans les écoles de l'arrondissement a été amputé de 30% depuis 3 ans. Et comme aucun projet concernant les écoles n'a été retenu lors du vote participatif, c'est, sur 3 ans, environ un million d'euros qui manque pour les opérations d'entretien et la modernisation des écoles du 10^e, entraînant le report d'opérations attendues dans la communauté scolaire.

Dominique Tourte, conseillère du 10^e, qui a fait le même constat à propos des crèches, a soumis un vœu, lors du Conseil d'arrondissement du 19 octobre 2016, demandant de revoir le mode de constitution du budget participatif afin de ne pas amputer les dépenses incontournables d'entretien et de modernisation des équipements publics. Le vœu a été adopté, mais n'a malheureusement été pris en compte que très partiellement pour le budget 2017.

LES INSTITUTS DE SONDAGE AUX MAINS DES GRANDS PATRONS

IFOP : Laurence Parisot (ex-présidente du MEDEF)

CSA : Vincent Bolloré, président du groupe Bolloré (Vivendi, Canal +, Havas...)

IPSOS : François Pinault, président d'Artémis (Le Printemps, La Redoute, La Fnac, Gucci...)

BVA : Edmond de Rothschild Partners